



Secrétariat

UN LIBRARY
UN/SA COLLECTION

ST/SGB/107/Rev.6
25 février 1991

CIRCULAIRE DU SECRETAIRE GENERAL

Destinataires : Les fonctionnaires du Secrétariat

Objet : REGLEMENT REGISSANT LE PAIEMENT DES FRAIS DE VOYAGE ET DES INDEMNITES DE SUBSISTANCE DANS LE CAS DES MEMBRES DES ORGANES ET DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES*

1. Conformément à la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1962, telle qu'elle a été modifiée par les résolutions 2128 (XX) du 21 décembre 1965, 2245 (XXI) du 20 décembre 1966, 2489 (XXIII) du 21 décembre 1968, 2491 (XXIX) du 21 décembre 1968, 41/176 du 5 décembre 1986, 41/213 du 19 décembre 1986, 42/214 du 21 décembre 1987, 42/225, section VI, du 21 décembre 1987, 43/217, section IX, du 21 décembre 1988 et 45/248, section XIII, du 21 décembre 1990, les règles et les procédures applicables, à dater du 1er janvier 1991, au paiement des frais de voyage ou des indemnités de subsistance dans le cas de membres de certains organes et organes subsidiaires de l'Organisation sont celles qui sont indiquées ci-après. La présente circulaire annule la circulaire ST/SGB/107/Rev.5 du 18 juillet 1989.

2. Les frais de voyage, mais non des indemnités de subsistance, sont payés :

a) Pour cinq représentants au plus, y compris les représentants suppléants, par Etat Membre désigné comme appartenant à la catégorie des pays les moins avancés qui participent à une session ordinaire de l'Assemblée générale (voir la liste des pays les moins avancés à l'annexe I);

b) Pour un représentant ou un représentant suppléant des Etats Membres visés à l'alinéa a) ci-dessus qui participe à une session extraordinaire ou une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale;

c) Compte tenu des chiffres maximums indiqués aux alinéas a) et b), dans le cas du voyage d'un membre d'une mission permanente à New York qui est désigné comme représentant ou représentant suppléant à une session de l'Assemblée générale, à

* Manuel d'administration du personnel, No 1022 de l'index.

condition que le représentant permanent atteste que le voyage a trait aux travaux de la session considérée et que le voyage soit effectué pendant la session ou dans les trois mois qui précèdent ou suivent la session. Les sommes à verser au titre d'une session ne seront pas majorées si cette session est suspendue et reprise;

d) Pour un représentant de chaque Etat Membre qui participe aux travaux d'une commission technique du Conseil économique et social ou d'une sous-commission ou d'un sous-comité d'une commission technique, lorsque l'intéressé est désigné par son gouvernement après consultation avec le Secrétaire général, le Conseil confirmant ensuite cette désignation, ou lorsque, dans le cas des représentants directement désignés par leur gouvernement, le Conseil recommande que ces paiements soient effectués et lorsque l'Assemblée générale en décide ainsi;

e) Pour un représentant par Etat Membre qui participe aux travaux de la Commission des stupéfiants.

3. Les frais de voyage et des indemnités de subsistance sont payés :

a) Dans le cas des membres d'organes ou d'organes subsidiaires qui siègent à titre personnel et non en qualité de représentants de gouvernements;

b) Dans le cas des personnes chargées par des organes ou des organes subsidiaires d'entreprendre, à titre personnel, l'exécution d'études spéciales ou l'accomplissement d'autres tâches particulières pour le compte des organes en question;

c) Dans le cas des personnes énumérées ci-dessous, qu'elles siègent à titre personnel ou en qualité de représentants de gouvernements :

- i) Le président ou le rapporteur d'un organe subsidiaire qui doit présenter le rapport de cet organe à un organe dont ce dernier relève;
- ii) Un membre d'un organe ou d'un organe subsidiaire qui exerce les fonctions de représentant désigné de celui-ci à des réunions d'un autre organe ou organe subsidiaire;
- iii) Un représentant d'un Etat Membre, ou un représentant suppléant, qui participe aux travaux d'un organe subsidiaire créé par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité et qui est tenu, aux termes d'une décision de l'instance supérieure, d'opérer en dehors du siège de cet organe pour s'acquitter d'une tâche particulière;
- iv) Les commissaires aux comptes.

4. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 3 ci-dessus, il n'est payé ni frais de voyage ni indemnités de subsistance dans le cas des membres d'organes ou d'organes subsidiaires qui siègent en qualité de représentants de gouvernements, sauf dispositions contraires de la résolution portant création de l'organe ou de l'organe subsidiaire en question.

5. Les annexes I, II et III énumèrent les pays les moins avancés et les organes et organes subsidiaires permanents visés aux paragraphes 2 et 3.

Paielement des frais de voyage

6. Dans tous les cas, l'Organisation ne paie, dans les limites autorisées par l'Assemblée générale dans sa résolution 1798 (XVII), telle qu'elle a été modifiée par les résolutions 2128 (XX), 2245 (XXI), 2489 (XXIII), 42/214 et 45/248, section XIII, que les voyages réellement effectués, étant entendu que :

a) Les frais de voyage payés par l'Organisation ne doivent jamais dépasser le coût du voyage en classe économique, pour les voyages de moins de neuf heures ou en classe immédiatement inférieure à la première classe pour les voyages de plus de neuf heures par avion, ou dans des conditions équivalentes par un moyen de transport reconnu, et suivant un itinéraire direct, compte tenu des exceptions suivantes :

i) Pour un représentant par Etat Membre de la catégorie des pays les moins avancés qui participe à une session ordinaire, à une session extraordinaire ou à une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, l'Organisation paie les frais de voyage en première classe, par avion, ou dans des conditions équivalentes par un moyen de transport reconnu, et suivant un itinéraire direct, quelle que soit la durée du voyage;

ii) Pour toutes les personnes qui siègent à titre personnel (par opposition aux membres qui siègent en qualité de représentants de gouvernements), aux organes ou organes subsidiaires, pour les personnes visées à l'alinéa b) du paragraphe 3 ci-dessus et pour tous les représentants permanents d'Etats Membres accrédités auprès de l'Organisation chaque fois qu'ils sont invités à se déplacer officiellement au titre de l'ONU, l'Organisation paie les frais de voyage dans la classe immédiatement inférieure à la première classe, par avion, ou dans les conditions équivalentes par un moyen de transport reconnu, et suivant un itinéraire direct, quelle que soit la durée du voyage;

b) Lorsque l'intéressé utilise un moyen de transport différent, la somme remboursée ne peut dépasser ni les frais effectivement acquittés ni le coût du voyage par avion suivant un itinéraire direct;

c) Dans le cas de membres qui siègent à titre personnel, par opposition aux membres qui siègent en qualité de représentants de gouvernements, les frais de voyage payés par l'Organisation ne doivent pas dépasser le coût effectif du voyage aller et retour entre le lieu de résidence ou d'affectation et le lieu de réunion;

d) Dans le cas des représentants ou des représentants suppléants mentionnés au sous-alinéa iii) de l'alinéa c) du paragraphe 3 ci-dessus, la somme versée ne doit pas dépasser le coût du voyage aller et retour entre le siège de l'instance supérieure et les localités où l'intéressé est appelé à se rendre en mission;

e) Dans tous les autres cas, les frais de voyage ne doivent pas dépasser le coût d'un voyage aller et retour entre la capitale de l'Etat Membre considéré et le lieu de réunion ou le coût réel du voyage effectué, s'il s'agit d'un montant moindre;

f) Dans le cas des membres qui siègent à titre personnel, l'Organisation peut rembourser, dans des limites raisonnables, les faux frais au départ et à l'arrivée et autres frais connexes. Cependant, elle ne rembourse ni les frais d'excédent de bagages ni les primes d'assurance.

7. L'Organisation délivre les billets pour tous les voyages effectués conformément à la présente circulaire par des membres qui siègent à titre personnel. Pour les voyages des représentants à l'Assemblée générale ou aux commissions techniques du Conseil économique et social, l'Organisation est prête, sur demande, à prendre les dispositions nécessaires pour la délivrance et le paiement des billets. Dans le cas des représentants de gouvernements, elle peut le faire facilement si le gouvernement intéressé ou sa mission permanente remplit la formule PT.137 (Services de transport pour les délégations). Sinon, après l'achèvement du voyage, elle rembourse, sur présentation d'une demande, toutes dépenses autorisées, dans les limites susmentionnées, directement au gouvernement en cause (NORMALEMENT, PAR L'INTERMEDIAIRE DE LA MISSION PERMANENTE), ET NON PAS A L'INTERESSE LUI-MEME. L'Organisation se réserve le droit de rembourser les frais de voyage dans la monnaie qui a servi à payer le billet ou dans la monnaie de l'Etat Membre concerné.

8. Les demandes de remboursement doivent être établies sur formule F.56 (Demande de remboursement des frais de voyage des représentants des Etats Membres) et adressées soit au Service administratif du Département de l'administration et de la gestion dans le cas des voyages effectués pour participer aux travaux de l'Assemblée générale, soit au secrétaire de l'organe intéressé ou à la Division des missions, selon qu'il conviendra, dans tous les autres cas. Toutes les demandes doivent préciser les dates de départ et d'arrivée; elles doivent être accompagnées de factures, de récépissés, de talons de billets ou de tous autres renseignements utiles et être signées par un agent dûment autorisé de l'Etat Membre en cause ou par l'intéressé lui-même, s'il siège à titre personnel.

9. Les demandes de remboursement doivent être présentées aussi promptement que possible. L'Organisation n'est pas tenue de faire droit à une demande de remboursement de frais de voyage présentée après le 31 décembre de l'année qui suit la clôture de la session de l'organe ou de l'organe subsidiaire à laquelle la demande de remboursement se rapporte.

Païement des frais de subsistance

10. Conformément à la résolution 2491 (XXIII) de l'Assemblée générale, telle qu'elle a été modifiée par les résolutions 42/225, section VI, et 43/217, section IX, une indemnité journalière de subsistance est versée, selon les modalités suivantes, aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation remplissant les conditions voulues qui sont visés au paragraphe 3 ci-dessus :

a) Pendant que les intéressés participent à des réunions tenues en dehors de leur lieu de résidence ou d'affectation, un montant équivalant au taux type de l'indemnité de subsistance versée aux fonctionnaires du Secrétariat, majoré de 40 %, arrondi au dollar des Etats-Unis le plus proche, et normalement payable en monnaie locale, étant entendu que le Secrétaire général pourra, s'il l'estime approprié, fixer des taux minimums et maximums et pourra réduire les taux au cas où l'Organisation, le gouvernement hôte ou une institution connexe prendrait à sa charge les frais de nourriture ou de logement ou ces deux catégories de frais;

b) Pendant la période durant laquelle la présence de l'intéressé au lieu de réunion est nécessaire, l'indemnité n'est versée que pour les journées durant lesquelles l'intéressé assiste à des séances régulièrement prévues. En outre, pendant cette période, l'intéressé a droit au versement de l'indemnité pour les journées durant lesquelles il n'est pas prévu de séance (week-ends par exemple), à condition qu'il ait assisté à la séance qui a précédé et à celle qui a suivi immédiatement la période pendant laquelle il n'y a pas eu de séance;

c) Si c'est l'Organisation qui prend les dispositions voulues pour le voyage, l'indemnité peut être versée pour la période comprise entre la date d'arrivée la plus proche possible de l'ouverture de la réunion et la date de départ la plus proche possible de la clôture de la réunion;

d) Si ce n'est pas l'Organisation qui prend les dispositions voulues pour le voyage, l'indemnité peut être versée pour la veille de l'ouverture de la réunion considérée et pour le lendemain de sa clôture;

e) Il n'est pas versé d'indemnité pendant les arrêts non autorisés par l'Organisation; dans le cas de voyages de longue durée, des arrêts peuvent être autorisés pour permettre à l'intéressé de se reposer; dans ce cas, l'indemnité de subsistance est versée dans les mêmes conditions que celles qui sont applicables aux fonctionnaires du Secrétariat;

f) Il n'est pas versé d'indemnité pour le dernier jour du voyage;

g) Dans le cas des représentants ou des représentants suppléants mentionnés au sous-alinéa iii) de l'alinéa c) du paragraphe 3 ci-dessus, l'indemnité de subsistance n'est versée que pendant la période durant laquelle l'intéressé exerce ses fonctions en dehors du siège de l'organe subsidiaire;

h) L'indemnité est versée à la clôture de la réunion ou tous les 15 jours si la réunion dure plus de deux semaines, le secrétaire de l'organe en cause devant dans ce cas attester la présence de l'intéressé.

11. Les taux de l'indemnité de subsistance visés au paragraphe 10 ci-dessus s'entendent sous réserve des modifications que le Secrétaire général peut approuver ultérieurement.

12. Les demandes de paiement d'indemnité de subsistance, établies sur formule F.10 (Demande de remboursement de dépenses), doivent être remises aussi promptement que possible au secrétaire de l'organe intéressé ou à la Division des opérations hors Siège, selon qu'il convient.

Indemnisation

13. Les dispositions régissant l'indemnisation en cas de blessure ou de maladie survenue pendant un voyage aux frais de l'Organisation figurent dans un autre document (ST/SGB/103/Rev.1, juin 1980).

Annexe I

PAYS LES MOINS AVANCES a/ A LA DATE DE LA PRESENTE CIRCULAIRE

Afghanistan
Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cap-Vert
Comores
Djibouti
Ethiopie
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Haïti
Kiribati b/
Lesotho
Libéria
Malawi
Maldives
Mali
Mauritanie
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique populaire lao
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tchad
Togo
Tuvalu b/
Vanuatu
Yémen

a/ A/CONF.147/DR/2, p. 43.

b/ Etats non membres de l'ONU.

Annexe II

ORGANES OU ORGANES SUBSIDIAIRES PERMANENTS DANS LE CAS DESQUELS
L'ORGANISATION PAIE OU REMBOURSE LES FRAIS DE VOYAGE, MAIS NE
VERSE PAS D'INDEMNITE DE SUBSISTANCE

Assemblée générale a/

Commission des droits de l'homme b/

Commission des stupéfiants b/

Commission de la condition de la femme b/

Commission de la population b/

Commission du développement social b/

Commission de statistique b/

Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les
droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires
occupés b/

Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements
ionisants b/

Notes

a/ Chaque Etat Membre désigné comme appartenant à la catégorie des pays les
moins avancés a droit à un billet de première classe, quelle que soit la durée du
voyage, et à quatre billets de classe économique pour les voyages de moins de neuf
heures ou de classe immédiatement inférieure à la première classe pour les voyages
de plus de neuf heures.

b/ A droit à la classe économique pour les voyages de moins de neuf heures ou
à la classe immédiatement inférieure à la première classe pour les voyages de plus
de neuf heures (si le membre est aussi un représentant permanent accrédité, il a
droit à la classe immédiatement inférieure à la première classe, quelle que soit la
durée du voyage).

Annexe III

ORGANES OU ORGANES SUBSIDIAIRES PERMANENTS DANS LE CAS DESQUELS
L'ORGANISATION PAIE OU REMBOURSE LES FRAIS DE VOYAGE ET VERSE
UNE INDEMNITE DE SUBSISTANCE

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a/
Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement a/
Comité du programme et de la coordination b/
Comité des commissaires aux comptes a/
Comité des contributions a/
Commission du droit international a/
Comité des placements a/
Organe international de contrôle des stupéfiants a/
Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection
des minorités a/
Tribunal administratif des Nations Unies a/
Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a/
Comité mixte de la Caisse commune des pensions et Comité des pensions (membres
représentant l'Assemblée générale) du personnel des Nations Unies a/
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (Comité d'actuaire) a/
Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance a/
Comité des droits de l'homme a/
Missions de visite dans les territoires sous tutelle a/
Comité de la planification du développement a/
Commission de la fonction publique internationale a/
Comité des droits économiques, sociaux et culturels a/

Notes

a/ A droit à la classe immédiatement inférieure à la première classe, quelle
que soit la durée du voyage.

b/ A droit à la classe économique pour les voyages de moins de neuf heures ou
à la classe immédiatement inférieure à la première classe pour les voyages de plus
de neuf heures (si le membre est aussi un représentant permanent accrédité, il a
droit à la classe immédiatement inférieure à la première classe, quelle que soit la
durée du voyage).
